



Plus de liberté économique et moins de bureaucratie

L'UDC se bat pour une plus grande liberté entrepreneuriale, donc contre la multiplication des lois et des interdictions limitant le développement des entreprises. Il faut mettre fin aux tendances de ces dernières années à réglementer de plus en plus un marché du travail initialement libéral, à renchérir l'énergie et les transports et à alourdir les contraintes bureaucratiques. Les nombreuses petites et moyennes entreprises, mais aussi les grandes sociétés domiciliées en Suisse méritent notre sollicitude. L'UDC défend la qualité suisse et se bat pour que l'économie suisse bénéficie de conditions-cadres avantageuses pour assurer l'emploi en Suisse.

Epoque difficile pour une politique économique libérale

Créer des emplois est une attitude éminemment sociale. Car le travail est le moyen le plus efficace pour lutter contre la pauvreté. Voilà qui explique pourquoi les économies libérales sont historiquement et mondialement les régimes les plus efficaces et comportent le moins de pauvreté. En comparaison internationale, notamment avec les pays de l'UE, la Suisse est certes encore en bonne position économique. Sa productivité est toutefois stagnante et notre pays n'a cessé de reculer depuis 1980 au classement du revenu par habitant. Les entreprises ne créent des emplois, donc de la prospérité, que si elles bénéficient de conditions favorables encourageant les investissements.

Le secteur public croît constamment

Depuis quelques années, l'emploi ne progresse presque plus que dans le secteur public, l'administration, la santé et le social. Entre 2008 et 2014, deux nouveaux emplois sur trois ont été créés par les pouvoirs publics. Ce grand nombre de fonctions publiques nouvellement créées charge non seulement les contribuables, mais aussi les entreprises. Une augmentation du nombre de fonctionnaires conduit forcément à plus de bureaucratie et d'activisme étatiques. Le marché libre et la concurrence sont remplacés par des prescriptions, l'interventionnisme de l'Etat et l'égalitarisme international qui évincent des entreprises du marché. Des monopoles inutiles comme la Poste, la Suva ou la SSR renchérissent les prestations de service et étouffent la concurrence.

Place financière attaquée en permanence

A ces difficultés s'ajoute la tendance navrante à considérer comme immorale l'obligation naturelle de tout employeur et de tout artisan de faire des bénéfices. Or, des entrepreneurs efficaces et des artisans performants sont les véritables travailleurs sociaux. Depuis quelque temps, la pression se fait particulièrement forte sur la place financière. Les banques, les assurances et le secteur financier réalisent pourtant 22% de la performance écono-

mique de la Suisse. La jalousie internationale et des Etats étrangers proches de la faillite ont fait de cette branche une cible privilégiée d'attaques qui, malheureusement, bénéficient d'alliances complaisantes en Suisse jusqu'au niveau du Conseil fédéral. Le secret protégeant les clients étrangers des banques a été largement levé, la sphère financière privée est violée et les atouts de l'économie suisse ont été abandonnés sous le prétexte des standards internationaux ou de la protection des consommateurs.

Pression sur le tourisme

Le secteur touristique et ses nombreux emplois sont également d'une importance capitale pour l'économie suisse. L'attraction qu'exercent les beautés uniques du paysage suisse est cependant compromise par la cherté du franc, par des coûts élevés ou encore des structures vieillissantes. Les entreprises touristiques peuvent certes régler elles-mêmes de nombreux problèmes, mais elles ont besoin de conditions-cadres favorables pour obtenir un retour sur investissement intéressant. L'UDC demande l'abaissement de la TVA pour l'hôtellerie et la restauration au taux réduit.

Renforcer les petites et moyennes entreprises

Les deux tiers des salariés suisses (67,9% en 2013) travaillent dans de petites et moyennes entreprises (PME), donc offrant au maximum 250 emplois. C'est dire si les PME sont la colonne vertébrale de l'économie nationale. Les conseillères nationales et conseillers nationaux de l'UDC ont soutenu le plus efficacement les PME, comme le confirme une enquête de l'Union suisse des arts et métiers (USAM): une analyse de 215 votes du Conseil national entre 2011 et 2014 sur 169 objets intéressant les PME révèle que 41 membres de l'UDC figurent parmi les 50 premiers conseillers nationaux. Au Conseil des Etats, les représentants de l'UDC occupent les quatre premières places. Aucun autre parti de Suisse ne défend aussi systématiquement l'économie et les arts et métiers que l'UDC.

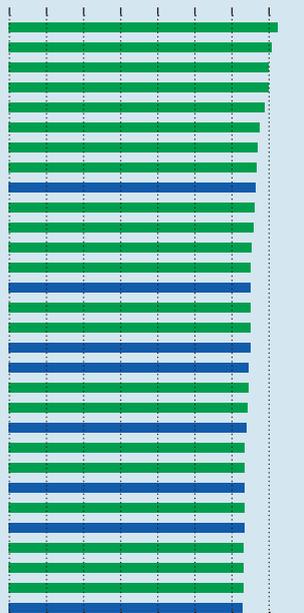
Revenir aux valeurs libérales

L'Etat ne doit ni concurrencer, ni entraver l'économie, mais se contenter de mettre en place les conditions permettant une activité économique

Les conseillers nationaux UDC occupent 41 des 50 premières places au classement PME

INDICE DE SOUTIEN AUX ARTS ET MÉTIERS

1. Pierre-François Veillon
2. Roland F. Borer
3. Thomas Müller
4. Jean-François Rime
5. Ulrich Giezendanner
6. Ernst Schibli
7. Gregor A. Rutz
8. Hans Egloff
9. Christian Wasserfallen
10. Oskar Freysinger
11. Thomas Hurter
12. Luzi Stamm
13. Heinz Brand
14. Walter Müller
15. Toni Bortoluzzi
16. Sebastian Frehner
17. Petra Gössi
18. Albert Vitali
19. Thomas Matter
20. Christoph Mörgele
21. Bruno Pezzatti
22. Guy Parmelin
23. Andrea M. Geissbühler
24. Sylvie PerrinJaquet
25. Adrian Amstutz
26. Andrea Caroni
27. Max Binder
28. Alfred Heer
29. Natalie Rickli
30. Daniela Schneeberger



Source : classement PME 2011 – 2014 de l'Union suisse des arts et métiers

aussi libre que possible. Une bureaucratie foisonnante entrave forcément l'activité économique et les coûts de la régulation explosent. La marche à vide bureaucratique imposée par l'Etat nuit aux entreprises, donc à toute la Suisse. L'UDC se bat pour que la responsabilité individuelle retrouve la place qui lui revient face à l'activisme croissant de l'Etat.

Un marché du travail flexible et un partenariat social solidement ancré sont parmi les principaux atouts de l'économie suisse. Plus les conditions de travail sont libérales, plus l'économie peut assurer le plein-emploi. Il s'agit aussi de sauvegarder la formation professionnelle duale, système exceptionnel qui constitue la meilleure protection contre le chômage des jeunes.

Sauvegarder le secret protégeant les clients des banques

L'UDC s'oppose à toutes les tentatives de lever le traditionnel secret protégeant les clients des banques et la sphère privée financière des citoyennes et des citoyens. Cette réglementation a été créée dans l'intérêt des clients des banques, et non pas dans celui des établissements financiers. Empêchant la conclusion en Suisse de nombreuses affaires intéressantes, le droit de timbre doit être supprimé. Au niveau de la législation européenne et globale, l'UDC se bat pour que la Suisse ne reprenne que les «standards internationaux» qui sont réellement indispensables pour accéder au marché global.

Commercer avec le monde entier

Dans le domaine de l'économie extérieure, l'UDC veut que la Suisse entretienne de bonnes relations commerciales avec le monde entier. La Suisse ne doit pas seulement se concentrer sur l'UE, mais chercher à s'ouvrir de nouveaux marchés qui affichent les taux de croissance les plus élevés. Des accords de libre-échange qui respectent les intérêts des deux parties participent à l'épanouissement d'une économie suisse ouverte au monde.

POSITIONS

L'UDC

- s'engage pour les petites et moyennes entreprises, mais aussi les grandes sociétés qui sont à la base de la prospérité de la Suisse;
- exige plus de liberté entrepreneuriale et n'accepte pas de nouvelles prescriptions ou interdictions à moins qu'un nombre équivalent de réglementations ne soient supprimées;
- s'oppose aux quotas féminins, à la police des salaires, à la responsabilité solidaire et à d'autres contraintes nuisibles mises en place par l'Etat au détriment des entreprises;
- demande que l'Etat ne concurrence et n'entrave pas l'économie;
- veut que le franc suisse reste une monnaie indépendante;
- soutient la place financière suisse et s'engage pour le secret protégeant les clients des banques;
- demande l'abaissement de la TVA pour l'hôtellerie et la restauration au taux réduit;
- exige que les exploitations offrant moins de 50 emplois à temps complet soient libérées des obligations statistiques et que celles-ci soient réduites à un minimum pour les autres entreprises;
- demande que le seuil soit élevé pour les conventions collectives de travail ayant un caractère obligatoire général.

AVANTAGES +

Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme salarié, une place de travail sûre;
- ✓ comme chef d'entreprise, davantage de moyens pour les investissements;
- ✓ comme artisan et agriculteur producteur, une réduction de la bureaucratie et de la paperasse;
- ✓ comme hôtelier et gastronome, un plus grand nombre de clients.